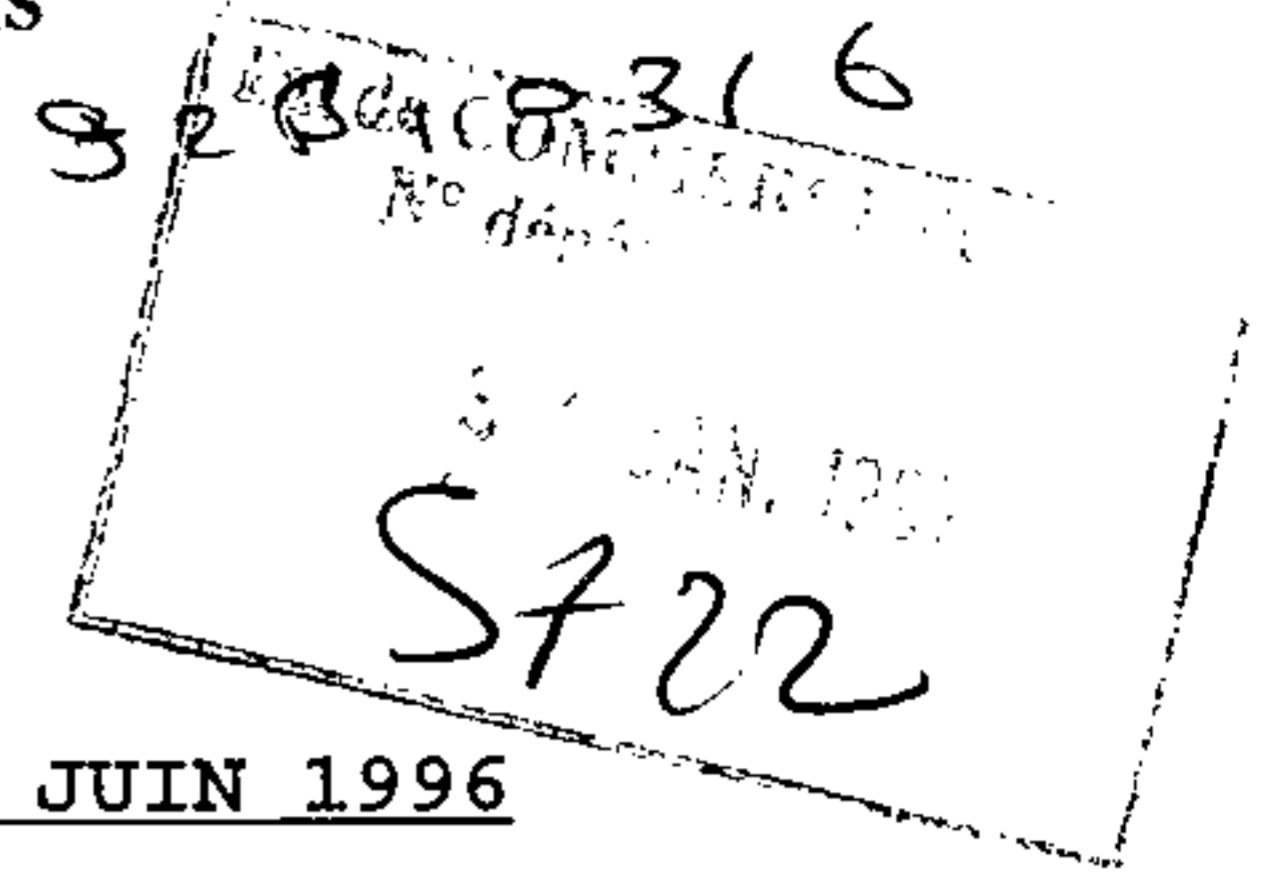


CHR CONSEIL

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs
Siège social : 6 rue du 8 Mai 1945 - 75010 PARIS

R.C.S. PARIS B 388 300 444



PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 JUIN 1996

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize,
Le Jeudi vingt-sept Juin, à dix-neuf heures,

Les Associés de la société CHR CONSEIL, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs dont le siège social est à PARIS (75010) 6 rue du 8 Mai 1945, se sont réunis, au siège social, sur convocation faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Olivier BERTRAND, gérant associé, demeurant 48 rue de Paris, 92100 BOULOGNE.

Après avoir déclaré qu'il possède personnellement QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE parts, ci 495 parts

Le Président constate qu'est présent :

Monsieur Jean-Pierre MIALET, demeurant 67 rue de Billancourt, 92100 BOULOGNE. propriétaire de CINQ parts, ci 5 parts

TOTAL des parts composant le capital social 500 parts
=====

Les Associés présents possédant la totalité des parts composant le capital social, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- un exemplaire des statuts,
- le rapport de gestion de la Gérance,
- le rapport spécial de la Gérance,
- le texte des résolutions soumises à l'Assemblée,
- le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice social clos le 31 Décembre 1995.

Puis, le Président déclare que les dispositions légales concernant la convocation de l'Assemblée et la communication des comptes sociaux ont bien été respectées, notamment en ce qui concerne la mise à la disposition des associés, pendant les quinze jours qui ont précédé l'Assemblée, du bilan et des documents soumis à son approbation, selon les articles 56 de la loi numéro 66-537 du 24 Juillet 1966, et 36 du décret numéro 67-236 du 23 Mars 1967.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion de la Gérance sur l'activité de la Société au cours de l'exercice social clos le 31 Décembre 1995. Approbation.
2. Approbation, s'il y a lieu, des conventions faisant l'objet du rapport spécial de la Gérance.
3. Examen et approbation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe du dernier exercice social clos le 31 Décembre 1995.
4. Affectation des résultats.
5. Quitus à la Gérance.
6. Modification de la dénomination sociale.
7. Modification corrélative de l'article 3 des statuts.
8. Pouvoirs pour dépôt et formalités.
9. Questions diverses.

Puis, il donne lecture du rapport de gestion et du rapport spécial de la gérance.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte et demande aux Associés s'ils ont des questions à poser sur les points qui viennent d'être traités.

Les personnes interrogées s'étant déclarées suffisamment informées par les rapports lus à l'Assemblée et après divers échanges de vues, les résolutions suivantes sont mises aux voix :



Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la Gérance sur l'activité de la Société pendant l'exercice clos le 31 Décembre 1995 et sur les comptes de cet exercice, approuve ce rapport, le bilan et les comptes de l'exercice tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites par ces comptes et résumées dans ce rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial de la Gérance sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 Juillet 1966, en approuve les termes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, étant précisé qu'en ce qui concerne les conventions sus-nommées, les personnes intéressées se sont abstenues de prendre part au vote.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 Décembre 1995, d'un montant de 23.451 Francs, au poste report à nouveau.

En application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 Juillet 1965, il est rappelé qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale décide de donner quitus à la Gérance pour l'exercice clos le 31 Décembre 1995.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale, laquelle sera désormais :

O.B. HOLDING

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution précédente, décide de modifier l'article 3 des statuts relatif à la dénomination sociale qui sera désormais rédigé comme suit:

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La Société a pour dénomination : **O.B. HOLDING.**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme du présent Procès-Verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités consécutives de dépôt et de publicité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à vingt heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture.

Le Gérant

O. BERTRAND



O.B. HOLDING

**Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs
Siège social : 6 rue du 8 Mai 1945 - 75010 PARIS**

R.C.S. PARIS B 388 300 444

--- : ---

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 25 JUILLET 1996**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize,
Le Jeudi vingt-cinq Juillet, à dix-neuf heures,

Les Associés de la société O.B. HOLDING, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs dont le siège social est à PARIS (75010) 6 rue du 8 Mai 1945, se sont réunis, au siège social, sur convocation faite par la Gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Olivier BERTRAND, gérant associé, demeurant 48 rue de Paris, 92100 BOULOGNE.

Après avoir déclaré qu'il possède personnellement
QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE parts, ci 495 parts

Le Président constate qu'est présent :

Monsieur Jean-Pierre MIALET, demeurant 67 rue
de Billancourt, 92100 BOULOGNE. propriétaire
de CINQ parts, ci 5 parts

TOTAL des parts composant le capital social 500 parts
=====

Les Associés présents possédant la totalité des parts composant le capital social, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- un exemplaire des statuts,
- le rapport de la Gérance,
- le texte des résolutions soumises à l'Assemblée,

Puis, le Président déclare que le rapport de la Gérance, le texte des résolutions ainsi que tous les autres documents et renseignements ont été tenus à la disposition des Associés, au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée Générale est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Extension de l'objet social
2. Modification corrélative de l'article 2 des statuts.
3. Pouvoirs pour dépôt et formalités.
4. Questions diverses.

Puis, il donne lecture du rapport de la gérance.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte et demande aux Associés s'ils ont des questions à poser sur les points qui viennent d'être traités.

Les personnes interrogées s'étant déclarées suffisamment informées par le rapport lu à l'Assemblée et après divers échanges de vues, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

Première Résolution

L'Assemblée Générale décide d'étendre l'objet social aux activités de :

- Gestion, acquisition, vente et commercialisation de tous produits ou services se rapportant à l'informatique et ses dérivés ;
- Achat et gestion de tous biens mobiliers, immobiliers et/ou valeurs mobilières ;
- Assistance sous toutes formes en matière de gestion et de développement d'entreprises, produits et services, communication, promotion économique ou autres études financières, informatique et toutes prestations de services attachées audit objet.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième Résolution

Comme conséquence de la résolution ci-dessus approuvée, l'Assemblée Générale décide de modifier comme suit l'article 2 des statuts :

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- Toutes activités de marchand de biens ;
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achat et vente de tous titres ou droits sociaux, de fusions, de sociétés en participation ou autres, dans toutes sociétés civiles ou commerciales. L'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations ;
- La gestion, l'acquisition, la vente et la commercialisation de tous produits ou services se rapportant à l'informatique et ses dérivés ;
- L'achat et la gestion de tous biens mobiliers, immobiliers et/ou valeurs mobilières ;
- L'assistance sous toutes formes en matière de gestion et de développement d'entreprises, produits et services, communication, promotion économique ou autres études financières, informatique et toutes prestations de services attachées audit objet.
- Et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme du présent Procès-Verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités consécutives de dépôt et de publicité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à vingt heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture.

Le Gérant

O. BÉRTRAND

O.B. HOLDING

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 Francs

Siège social : 6 rue du 8 Mai 1945 - 75010 PARIS

R.C.S. PARIS B 388 300 444

STATUTS MIS A JOUR AU 25 JUILLET 1996

ARTICLE 1: FORME: il est formé par les présentes, entre les propriétaires actuels ou futurs des parts ci après créées, ou de celles qui pourront l'être par la suite, une Société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966 - décret du 23 mars 1967 - par toutes autres lois modifiant ou complétant tant celle ci et par les présents statuts:

ARTICLE 2 : OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- Toutes activités de marchand de biens ;
- La prise de tous intérêts et participations par tous moyens, apports, souscriptions, achat et vente de tous titres ou droits sociaux, de fusions, de sociétés en participation ou autres, dans toutes sociétés civiles ou commerciales. L'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations ;
- La gestion, l'acquisition, la vente et la commercialisation de tous produits ou services se rapportant à l'informatique et ses dérivés ;
- L'achat et la gestion de tous biens mobiliers, immobiliers et/ou valeurs mobilières ;
- L'assistance sous toutes formes en matière de gestion et de développement d'entreprises, produits et services, communication, promotion économique ou autres études financières, informatique et toutes prestations de services attachées audit objet.
- Et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

ARTICLE 3: DENOMINATION

La société prend la dénomination de: O.B. HOLDING

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL : le siège social est fixé à PARIS (75010), 6 rue du 8 Mai 1945.

Il pourra être transféré en toute autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en toute autre endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5: DUREE: La durée de la société est fixée à 50 années qui commencent à courir à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf le cas de dissolution anticipée au de prorogation.

APPORTS EN ESPECES : Les soussignés suivants effectuent des apports en numéraires à savoir:

Monsieur BERTRAND Olivier 25 000 FRANCS

Monsieur MAGNE Christian25 000 FRANCS

SOIT AU TOTAL LA SOMME DE 50 000 FRANCS

Cette somme a été, conformément à la loi déposée par les associés au crédit d'un compte ouvert au de la société en formation à **BANQUE UIC , 8 rue LAMENAI 75008 PARIS**

Elle pourra être retirée par Monsieur BERTRAND, gérant sur présentation d'un certificat du greffier attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés .

ARTICLE 6 :

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 Francs, divisé en 500 parts de 100 Francs chacune numérotées de 1 à 500.

Conformément à l'article 38 de la loi du 24 Juillet 1966, les associés déclarent expressément que lesdites parts sociales sont réparties entre eux de la manière suivante :

- Monsieur Olivier BERTRAND	
QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE parts, ci	495 parts
- Monsieur Jean-Pierre MIALET	
CINQ parts, ci	5 parts
TOTAL EGAL au nombre de parts composant	
le capital social : CINQ CENTS parts, ci	500 parts
	=====

ARTICLE 7: Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte de cession notarié, ou sous seing privé; elle ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après avoir été signifiées à la Société ou acceptées par elle, dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code Civil, et, en outre, aux tiers qu'après la publication au Registre du Commerce, conformément à l'article du 31 décret du 23 mars 1967.

Les cessions de parts sociales à des tiers ne pourront être effectuées qu'avec le consentement du co-associé, ou de la majorité fixée par l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966, et dans les conditions fixées par ledit article .

Entre les associés, les parts sont toujours librement cessibles.

ARTICLE 8: Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux ou à défaut, par le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Les usufruitiers et nus propriétaire doivent également se faire représenter par une seule et même personne nommée d'accord entre eux; à défaut d'entente toutes communication sont faites aux seuls usufruitiers et ceux ci pourront prendre part aux décisions collectives.

ARTICLE 9: Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts sociales existantes, dans la propriété de l'actif social.

ARTICLE 10: Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts, au delà tout appel de fonds est interdit, sauf ce qui est mentionné à l'article 22.

ARTICLE 11: la société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, dans toutes circonstances et pour faire et autoriser tous actes et opérations relatifs à l'objet social.

Les gérants ont la signature sociale. Ils pourront se faire remplacer par un mandataire pour les opérations rentrant dans le cadre de celles ci dessus prévues. Toutefois, il est expressément stipulé que tous emprunts, toutes ventes, tous échanges d'immeubles ou fonds de commerce, toutes constitutions d'hypothèques sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur les fonds de commerce appartenant a la société, la fondation de toutes sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer ne pourront être réalisés qu'avec le consentement unanime des associés et sur leur signature conjointe à peine de nullité des engagements contractés par les gérants seuls, au mépris de la présente clause.

Les gérants devront consacrer tout leur temps et tous leurs soins aux affaires de la société.

ARTICLE 12: Les gérants ne contractent à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la Société. Ils sont responsables, soit envers la société, soit envers les tiers des infractions dans leur gestion, conformément aux articles 52 53 et 54 de ladite loi et aux articles 45 et 46 du décret du 23 mars 1967.

ARTICLE 13: Les gérants ont droit, en rémunération de leur travail et en compensation de la responsabilité attachée à leur gestion, à un traitement qui sera fixé ultérieurement.

ARTICLE 14: Les associés se réunissent de plein droit tous les ans le 31 décembre sur convocation faite par les gérants dans les formes et délais fixés par l'article 57 de la loi du 24 juillet 1966. Ils se réunissent plus souvent, s'il en est besoin, notamment pour donner aux gérants toutes autorisations spéciales. Toute les décisions collectives devront être prises d'un commun accord entre les associés. Dans le cas ou il existerait plus de deux associés, les décisions collectives ordinaires devront être prises à la majorité prescrite à l'article 59 de la loi du 24 juillet 1966 et à la majorité prévue par l'article 60 de ladite loi pour les décisions extraordinaires, c'est à dire celles ayant trait à des modifications statutaires.

ARTICLE 15: L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 16: Il doit être tenu des écritures des affaires sociales, suivant les lois et usages du commerce. Il est établi à la fin de chaque exercice social par les soins de la gérance, un inventaire général de l'actif et du passif de la société, le compte d'exploitation générale, le compte des pertes et profits et le Bilan. Il est établi un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle ci pendant l'exercice écoulé. Ces textes et résolutions proposés, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais fixés par l'article 56 de la loi du 24 juillet 1966. Ils sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

L'inventaire, le compte d'exploitation, profits et pertes et le bilan sont transcrits sur un registre spécial et signés par le gérant.

ARTICLE 17: Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux ou industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours quand ledit fonds de réserve est réduit à moins du dixième du capital social.

Le surplus des bénéfices nets est réparti aux associés, proportionnellement au nombre des parts qu'ils possèdent. Toutefois sur le surplus des bénéfices, les associés pourront décider, d'un commun accord à la majorité fixée par l'article 59 de la loi du 24 juillet 1966, qu'il sera prélevé certaines des parts sociales.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que, toutefois, aucun des associés puisse en être tenu au delà du montant de ses parts.

ARTICLE 18: La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé. En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les survivants et les héritiers et représentant de l'associé décédé, titulaire des parts de leur auteur.

Toutefois les associés survivants auront la faculté de racheter soit en totalité, soit en partie, les parts dépendant de la succession à la charge de faire connaître leur intention à cet égard aux héritiers et représentants de l'associé décédé, dans un délai de trois mois à partir du décès. Cette priorité pourra être exercée par les associés survivants, pour un nombre de parts proportionnel à celui à celui des parts qu'ils possèdent au jour du décès.

Le prix du rachat sera fixé par les intéressés sur les bases d'un inventaire, qui sera dressé alors en la forme commerciale, valeur au jour du décès, par les associés survivants, les héritiers et représentants de l'associé décédé et en cas de désaccord, par un ou plusieurs experts désignés par M.le Président du Tribunal de Commerce du lieu du Siège social statuant en référé, dans les conditions fixées par les articles 44 et 45 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 20: Conformément la loi du 30 décembre 1981 en cas de pertes constatées dans les documents comptables, et si l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 22: A l'expiration du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation sera faite par les soins du liquidateur nommé à cet effet par les associés, dans les conditions prévues à l'article 16 ci dessus, ou à défaut par l'un des associés désigné à la majorité fixée par l'article 60 du 24 juillet 1966.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif. Les premiers fonds provenant de la liquidation de la Société seront avant tout employés à l'extinction du passif et des charges de la société envers les tiers.

Après cette extinction, les associés seront remboursés du montant de leurs parts sociales, ce qui sera ensuite disponible sera réparti entre les associés dans les proportions des parts dont ils seront alors propriétaires.

Toutefois, il est rappelé qu'en cas de faillite ou de règlement judiciaire, le tribunal de commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par les gérants ou les associés ainsi qu'il est précisé par l'article 54 de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 23: Les héritiers représentants ou ayant droit ou créancier d'un associé, ne peuvent, sous aucun prétexte requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société et s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration. Pour l'exercice de leur droits ils devront se référer aux présents statuts, aux modifications qui pourraient leur être apportées, et aux décisions prises par les associés.

ARTICLE 24: Pour l'exécution des présentes, les soussignés font élection de domicile au siège de la Société avec attribution de juridiction au Tribunal de Commerce de Paris.

ARTICLE 26: Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'un des originaux pour faire les dépôts et publication prescrits par l'article 6 de la loi du 24 juillet 1966 et les textes réglementaires.

ARTICLE 27: Les frais auxquels le présent acte donnera lieu seront à la charge de la société. Ils seront portés au compte des frais généraux et amortis dès le premier exercice.

Fait à PARIS
Le 25 JUILLET 1996

COPIE CERTIFIEE CONFORME
Le Gérant


O. BERTRAND